

Face à ce gouvernement qui débloque, organisons la résistance !

Dans le prolongement de nos dernières expressions « [Pour en mai faire ce qu'il te plaît, dès mars attaque !](#) », puis « [Précarité partout, égalité nulle part ! tous debout et dans la rue](#) » fin avril, voici une nouvelle contribution au renforcement de la lutte unitaire menée contre le projet de loi travail.

Pour le retrait de la loi « Travail » : occupons l'espace public, donnons-nous les moyens de faire reculer le gouvernement ...

Avec le 49.3, le gouvernement a sorti les gros moyens pour tenter de faire cesser la mobilisation : annulation des débats à l'Assemblée, chantage et pression sur les « récalcitrant/es ». Pour le mouvement social, l'encadrement policier agressif des manifestations, la répression violente, les expulsions brutales comme à Rennes.

Le gouvernement en agissant de la sorte, l'Assemblée en muselant une grande partie de ses membres jouent un jeu dangereux et perdent ce qui leur reste de « légitimité ».

Le gouvernement peut la promulguer, le Medef la rêver, nous ne voulons pas de cette « loi travail » : pas de facilitation des licenciements, pas de protection en baisse pour les travailleurs et les travailleuses les plus exploités/es, pas d'accords d'entreprises qui priment sur les garanties collectives du Code du Travail et de dumping social, pas d'augmentation de notre temps de travail...



Soyons encore plus déterminés/es. Discutons en assemblées générales des actions à mener pour obtenir gain de cause, dans notre secteur et au-delà... Dans certains secteurs (le rail, les routiers, la pétrochimie, les docks, l'énergie,...) des arrêts de travail reproductibles sont déjà programmés pour bloquer l'économie... Organisons la solidarité financière, participons aux manifestations. Ce mardi 17 et jeudi 19 mai, manifestons dans toutes les villes, signons massivement la pétition : <http://motiondecensure.fr>

Travaillons ensemble, syndicats, « nuits debout », appels « loi travail non merci », « on bloque tout »... pour occuper ensemble l'espace et le débat publics et reprendre le contrôle de nos vies, sortir de cette logique de « compétition économique » qui nous opprime tous.

Lire aussi l'appel intersyndical CGT FO FSU Solidaires UNEF, UNL, FIDL : [Projet de Loi travail : amplifier la mobilisation face au déni de démocratie !](#)

Des préavis de grève couvrent toute la période, notamment les journées nationales de ce mardi et jeudi

Dans l'ESR, amplifions les mobilisations contre la précarité, les salaires « low cost » et leur individualisation croissante (PEDR, RIFSEEP...)

Dans notre dernière expression, nous revenions sur les dégâts de la précarité dans l'ESR. Des collectifs de précaires se (re)constituent un peu partout en France et organisent une rencontre nationale des collectifs locaux le week-end des 28 et 29 mai à Paris. [Consulter leur site](#). Nous soutenons ces initiatives et appelons les précaires à s'organiser, en lien avec les syndicats.

Le combat doit se poursuivre aussi contre les mesures d'individualisation des salaires des personnels de la Recherche (via la PEDR, le RIFSEEP...) et pour la seule mesure acceptable : revaloriser les salaires au rabais des personnels Recherche, les plus bas de la Fonction Publique !

Ces combats ne font qu'un avec le combat contre la « loi travail » car c'est la même idéologie qui est à l'œuvre dans le public : dérégulation, mise en concurrence, précarisation et appauvrissement des salariés, pour qu'ils filent doux (« tais-toi et bosse ! »), au service des profits des entreprises.